

Annexe à la “caricature des eaux”
Réponses de M. Orsenna et de FARM et commentaires

Le 19 février, apparaît sur le site de la FARM deux réponses à “la caricature des eaux”, la première d'Erik Orsenna et la seconde de Bernard Bachelier, directeur de la FARM. Elles sont reproduites in extenso et donnent lieu à des commentaires additionnels qui suivent.

Réponse de Erik Orsenna

Sources : <http://www.fondation-farm.org/>

Suite à l'article insultant de Thierry Ruf (« A propos de l' Avenir de l'eau d'Erik Orsenna, la caricature des eaux »), Erik Orsenna a écrit la réponse suivante :

Monsieur le directeur de recherche et cher « spécialiste »

Laissez-moi vous dire combien votre long, si long article me concernant m'a réjoui. Et honoré. Qu'un savant tel que vous, si considérable, prenne autant de soin pour accabler mon modeste ouvrage ne peut que m'enorgueillir en même temps qu'il me rassure : allons, il reste encore aux directeurs de recherche de l'I R D quelque loisir pour s'amuser un peu !

Votre aigreur, en revanche, m' a peiné pour vous. Les acidités de cette sorte indiquent, le plus souvent, une existence pleine de frustrations. J'espère que vous me détromperez un jour. Oui, drôle d'aigreur ! Et d'autant plus étrange que votre méchante, très méchante montagne accouche d'une plutôt bienveillante souris: vos conclusions ne sont pas loin des miennes. Et si vous aviez préféré le dialogue a l'injure, nous aurions pu trouver un large terrain d'entente.

Il aurait d'abord fallu que vous compreniez mon propos. Non pas écrire une thèse. Je sais faire. J'en ai déjà soutenu deux. Au passage, je voudrais vous signaler que mes titres universitaires valent bien les vôtres. Et j'ai, comme vous, écrit des milliers de pages indigestes, lestées de centaines de notes. Cette fois, je voulais autre chose, je voulais rencontrer, je voulais écouter, je voulais raconter, je voulais confronter. Avant de présenter certaines convictions.

Si j'écris plus aimablement que vous, monsieur le directeur de la recherche, vous n'avez pas le monopole de la rigueur. Des hommes et des femmes d'aussi grand savoir que le vôtre ont accepté de me relire. Vous en trouverez la liste a la fin de mon livre. Si Ghislain de Marsily, hydrologue de réputation mondiale et membre de l'Académie des Sciences méprisait mon voyage, m'aurait-il choisi pour écrire la préface de son grand livre à paraître en mai prochain «L'eau, un trésor en partage» (éditions Dunod) ?

C' est vrai, un point nous sépare, monsieur le directeur de recherche: à la différence de vous, je ne diabolise pas les entreprises privées, ni celles et ceux qui y travaillent. Je sais ce que nous leur devons. A commencer par leur création de valeur. Sans elle, comment financer l'administration à laquelle vous et moi appartenons (moi sans rien coûter au contribuable puisque je suis en disponibilité) ?

C'est vrai, j'ai mentionné certaines réalisations de Véolia et de Suez, car je les ai admirées.

Mais prêtez moi quelque lucidité. Je sais bien que de nombreux contrats privés passés avec des municipalités ne sont ni transparents ni équilibrés. Mais je sais aussi que de nombreuses régies publiques sont pléthoriques, inefficaces et n'ignorent pas plus la corruption. Un secteur public, monsieur le directeur de recherche, n'est pas toujours la garantie d'un bon service public. Et voyez vous, monsieur le directeur de recherche, aux vertueux et confortables principes je préfère, en cette matière comme en beaucoup d'autres, le pragmatisme : les êtres humains ont un droit imprescriptible à l'eau et à l'assainissement, qu'importe la méthode.

A ce propos, votre soupçon m'a chagriné, monsieur le directeur de recherche, et quelque peu fait douter de votre sérieux dans l'investigation. Vous insinuez je ne sais quels liens, sans doute pécuniaires, avec ces sociétés privées. Sachez que je n'ai pas besoin d'elles, monsieur le directeur de recherche, pour parcourir et guetter le

monde et que ma liberté et mon indépendance valent largement les vôtres. C'est un salaire qui rétribue vos travaux, moi ce sont des droits d'auteur. Pardonnez moi d'en être fier.

Bref, dommage, monsieur le directeur de recherche! N'était cette mauvaise aigreur, nous aurions pu faire un bout de chemin ensemble puisque nos objectifs sont bien sur les mêmes, à commencer par ceux du millénaire.

Pour terminer je puise dans mon âge plus grand que le vôtre, je droit de vous adresser un conseil.

Ecrivez le, ce livre sur l'eau que vous portez forcément en vous, oui écrivez le, écrivez le vite, au lieu de taper rageusement sur ceux des autres, écrivez le et vous verrez comme c'est difficile d'écrire, je veux dire écrire un livre lisible par le plus grand nombre.

Alors, j'en fais le pari, monsieur le directeur de recherche, votre aigreur s'en ira. De même que votre morgue.

ERIK ORSENNA

Commentaires et précisions de Thierry Ruf

Le texte de M. Orsenna est accessible à travers le site web de la fondation FARM. La critique du livre sur « l'avenir de l'eau », intitulée « la caricature de l'eau », avait été envoyée à Erik Orsenna via son éditeur, comme il est d'usage. Elle a été reprise par des sites variés associatifs et scientifiques. M. Orsenna ne répond donc pas directement mais via la fondation FARM, avec un texte ajouté du directeur de FARM.

Mon texte n'est pas insultant. Il est très critique mais jamais insultant, ni injurieux. Certes il n'est pas agréable puisqu'il relève des erreurs ou des omissions et qu'il propose d'autres visions du monde de l'eau que celles sur lesquelles Erik Orsenna fonde son livre. M. Orsenna emprunte une partie de ses références aux scientifiques. Comme il est d'usage dans notre profession, une évaluation indépendante peut être proposée et diffusée librement. Elle est parfois sévère mais elle est toujours justifiée.

Les connaissances avancent avec des controverses. Critiquer le travail de M. Orsenna ne serait pas admissible ? Lui-même ne s'est pas privé de ce droit de critique envers des personnes qui n'ont pas la même admiration des entreprises françaises de l'eau que la sienne et qui cherchent d'autres voies institutionnelles et politiques pour gérer les eaux du monde.

M. Orsenna s'étonne du temps consacré à son livre par un chercheur de l'IRD. Le thème de travail, la rencontre avec les scientifiques que je connais, y compris Guislain de Marsilly, la participation de M. Orsenna au congrès mondial de l'eau de Montpellier m'incitent évidemment à lire ce livre. C'est le contraire qui aurait été étonnant. Après l'avoir écouté M. Orsenna à Montpellier à deux reprises avant la publication du livre, j'attendais de la lecture de l'avenir de l'eau une synthèse équilibrée, un état de l'art.

Ma frustration, s'il y en a une, provient du déséquilibre flagrant contenu dans le livre, qui n'a rien à voir entre le choix de l'écriture fluide pour le grand public versus la thèse spécialisée¹. Je comprends le souhait d'écrire un livre accessible, mais cela n'implique pas de survaloriser les puissants dans le domaine de l'économie, de la technologie et des politiques de l'eau. Ma satisfaction aura été finalement l'écho reçu de mon texte dans le public, les milieux professionnels très différents, et notamment dans celui des sciences de l'eau.

S'interroger sur la pertinence de la délégation de service public à des entreprises privées en situation d'oligopoles est une question légitime, en sciences d'une part, en politiques d'autre part. Le faire ne met pas en cause les personnes qui travaillent dans ces entreprises mais le système qui le promeut. Quant à la création de valeur par les entreprises privées de l'eau, ce n'est pas démontré. On n'est plutôt sur le registre de la rente de situation, à la fois vis à vis des usagers qui n'ont pas de choix de fournisseur de service et de l'administration qui subventionne les équipements ou délivrent des autorisations de prélèvement d'eaux gratuites.

Par ailleurs, sur le plan général, le financement de l'administration républicaine ne dépend pas exclusivement des entreprises privées. Les citoyens contribuent sous des formes directes ou indirectes au budget de l'Etat. Et

¹ La thèse est quand même la voie normale de travail de recherche que d'écrire et d'être jugé par ses pairs dans l'université et il ne faut pas le dénigrer. Les articles et chapitres d'ouvrage sont aussi des témoignages de l'activité de recherche.

parmi les tâches de l'Etat, l'enseignement supérieur et la recherche sont des missions reconnues. Le travail intellectuel devrait-il être exclusivement financé par les entreprises privées ?

Véolia et Suez savent effectivement réaliser de belles prouesses industrielles et je reconnais ce savoir faire. Je pense que les installations hydrauliques doivent être fabriquées et installées par des entreprises compétentes, comme d'ailleurs d'autres produits manufacturés qui font l'objet de transactions claires dans un vrai monde concurrentiel. Mais je crois également que la gestion de réseaux et de flux exige des dispositifs publics et des contrôles des citoyens, car en leur absence, les éléments de transaction s'opacifient au cours du temps. Les régies publiques dysfonctionnent aussi, pour les mêmes raisons. Mon analyse porte sur les deux types d'instances, excessivement bureaucratiques d'un côté, ultralibérales de l'autre. Innover sur le plan social et institutionnel, c'est chercher d'autres voies.

Comme la gestion de l'eau est une question de pouvoirs et de modèles politiques dans des contextes souvent conflictuels, et que les informations sont le plus souvent inaccessibles, l'analyse des dispositifs de gestion est difficile. La méthode importe beaucoup pour que les principes auxquels nous adhérons puissent effectivement s'accomplir. J'ai entendu récemment dans un débat auquel je participai à Supagro Montpellier, le directeur de Véolia Hérault regretter qu'il n'y ait pas un système unique et universel de gestion des eaux dans le monde. Là, je ne peux pas être d'accord, ni en tant que chercheur, ni en tant que citoyen. Les méthodes techniques et les dispositifs institutionnels pour accéder à l'eau dans des sociétés inégalitaires sont divers, ancrés dans des cultures locales et des histoires singulières. Répondre avec un dispositif unique est dangereux. Les sciences sociales sont souvent appelées à étudier des situations postérieures aux projets d'aménagement et de développement. Une démarche préventive me paraît nécessaire.

Le rôle des chercheurs est aussi d'alerter les citoyens. Ainsi le pôle de recherche sur l'eau de Montpellier se présente avec comme principal partenaire financier et industriel l'entreprise Véolia, qui codirige cette organisation (cluster eau). Je m'inquiète des conflits d'intérêts et des orientations induites par ce mélange des genres.

Quant aux liens entre M. Orsenna et les sociétés privées de l'eau, il est évident que je ne me place pas du tout sur le plan pécuniaire, je sais bien que les droits d'auteur de M. Orsenna sont conséquents et qu'ils lui permettent en libre arbitre de faire les voyages qu'il lui plaît d'entreprendre. Mon constat est que le choix méthodologique du livre a conduit à privilégier dans 13 des 14 situations décrites, les points de vue des agents et partenaires des entreprises françaises. C'est à mon sens le reflet du déséquilibre des sources pour la rédaction d'un précis sur l'eau et la mondialisation. Encore une fois, il n'est pas insultant de comprendre cet itinéraire.

Etre fier de l'indépendance financière (acquise après quelques années de salariat public) est une chose respectable. Je suis aussi fier de mon salaire de chercheur d'un institut public dont la mission essentielle est le renforcement des communautés scientifiques du Sud. Le travail de recherche individuel est évalué tous les deux ans, les unités de recherches tous les quatre ans. Le statut de directeur de recherche s'obtient par concours au vu de dossiers écrits et de soutenance orale de projet de direction de recherche. Notre temps de travail se répartit entre l'enseignement, l'encadrement des étudiants, la conduite de recherche sur le terrain, le suivi des publications dans notre domaine et les domaines voisins, mais aussi dans le domaine plus général des sciences, des lettres et des cultures. Une part croissante du temps de travail est consacrée à la recherche de financement extérieur dans le cadre d'appels d'offre très sélectifs, nationaux et internationaux. Depuis quelques années déjà, j'ai contribué dans notre équipe à l'obtention de financements importants orientés vers les communautés scientifiques du Sud et vers les associations paysannes et organismes de développement. Le salaire qui rétribue mes travaux n'est pas très élevé, et il ne me permettrait pas à lui seul d'entreprendre 14 voyages autour du monde. Mais il me rend quand même fier !

Pour finir, les livres sont bien nécessaires et les critiques des livres aussi. Notre travail sur les institutions des eaux et sur la gouvernance des ressources est exigeant. Il n'est pas individuel, il est collectif. Ce n'est pas une recherche en laboratoire mais sur des terrains dispersés, qu'il faut comprendre et comparer. Nous publions des livres collectifs, nous écrivons des articles, nous réalisons aussi des films. Nous allons à la rencontre des gens en participant à des conférences grand public. Ainsi, je suis particulièrement fier d'avoir été invité à l'université populaire de tous les savoirs et d'avoir échangé avec des habitants du Val de Marne sur la complexité de la gestion sociale des eaux en Méditerranée. Je constate que les gens sont bien plus ouverts aux choses complexes comme ce qui a rapport avec les eaux que ce que l'on voudrait bien faire croire. Nous sommes aussi interpellés par des hommes et des femmes politiques pour avoir d'autres perceptions des mondes de l'eau. La plupart de nos contributions sont diffusées sans droits d'auteur (on est tenu d'y renoncer dans bien des cas). Cela aussi, j'en suis fier.

Thierry Ruf

Montpellier, le 25 février 2009

Réponse de Bernard Bachelier au texte de Thierry Ruf
«A propos de l'Avenir de l'eau d'Erik Orsenna »
19 février 2009

Sources : <http://www.fondation-farm.org/>

Thierry Ruf vient de publier sur un blog une lettre adressée à Erik Orsenna. Une longue lettre puisqu'elle s'étire sur 19 pages. C'est, en fait, une critique en règle du livre d'Erik Orsenna « L'avenir de l'eau » que Thierry Ruf sous-titre « la caricature des eaux ». Le ton est donné!

FARM est mise en cause dès la page 3. C'est pourquoi, en tant que directeur de FARM, je souhaite réagir à ce texte.

Thierry Ruf signe avec ses titres professionnels de directeur de recherche à l'IRD et professeur consultant à SupAgro Montpellier. C'est donc bien en tant que chercheur qu'il s'exprime. Or quel n'est pas notre étonnement de constater qu'il prend de grandes libertés avec la rigueur scientifique et l'exactitude des faits!

En fait, FARM est utilisée comme argument pour démontrer la collusion supposée d'Erik Orsenna avec les « multinationales françaises sur l'eau ». Du coup, Thierry Ruf n'hésite pas à recourir aux amalgames et à donner des informations inexactes pour mieux étayer son parti pris.

Ainsi, les entreprises qui ont fondé FARM seraient « cinq multinationales » et bien sûr, le terme n'est pas vraiment flatteur dans sa bouche! Précisons, les fondateurs sont six: Crédit Agricole S.A., GDF Suez, Casino, Limagrain-Vilmorin, Air France et l'Agence Française de Développement. Ce sont des entreprises françaises qui ont réussi à l'international. L'une, le Crédit Agricole, est issue d'une banque mutualiste et l'autre, Limagrain, une coopérative agricole. Les autres, Casino, Suez et Air France portent les savoir faire français de la grande distribution, du service de l'eau, du traitement des déchets ou du transport aérien à l'échelle internationale. Réussir à l'international serait-ce pactiser avec le diable ? Enfin, le sixième fondateur est l'Agence Française de Développement. C'est un établissement public chargé de l'aide au développement. Alors pour construire le décor, Thierry Ruf la taxe de « notre petite banque mondiale bien française ».

Et il ne peut venir à l'esprit de Thierry Ruf que leurs « PDG », comme il dit, peuvent être à la fois des grands patrons, de l'industrie ou des services, et en même temps des citoyens soucieux du bien public. Ceux qui se sont engagés dans FARM pensent que les entreprises peuvent assurer des missions d'intérêt commun, qu'elles peuvent faire profiter de leur savoir faire, de leurs expériences et de leurs moyens, aux populations moins favorisées. C'est dans cet esprit qu'ils soutiennent FARM, fondation reconnue d'utilité publique dotée d'une mission d'intérêt général. Le directeur que je suis, qui a aussi assumé des responsabilités dans le secteur public, peut affirmer que tous ces dirigeants distinguent avec une rigueur absolue les intérêts économiques de leurs entreprises et leur engagement dans FARM. Et même en terme d'image, le retour est bien lointain pour eux, tant leurs enjeux stratégiques sont éloignés. La plupart de leurs entreprises n'ont pas de stratégie de développement commercial en Afrique. C'est bien le problème d'ailleurs.

D'ailleurs, Thierry Ruf revient si peu aux faits qu'il n'a pas pris la peine de vérifier ses sources. Non, ni Carrefour, ni Veolia ne sont fondateurs de FARM. Dommage! Car l'argumentaire devait démontrer la proximité d'Erik Orsenna, vice-président de FARM, et de FARM elle-même à la fois avec Suez et Veolia. Eh bien, c'est raté, Veolia ne fait pas partie des entreprises fondatrices de FARM. Pourtant Thierry Ruf aurait dû s'en apercevoir puisqu'il a repris dans une longue note de bas de page la composition du Conseil d'Administration de FARM.

Mais qu'importe, le décor est planté. Nous ne pouvons être que dans le mauvais camp, celui du profit. D'ailleurs, pour bien illustrer ce péché, FARM est accusée de soutenir « de grandes fermes utilisant toutes les techniques agroindustrielles modernes ». Et d'affirmer que « ce modèle s'avère désastreux sur le plan social et écologique ».

Ceci est faux et il suffit de regarder ce que FARM soutient pour s'en rendre compte. FARM appuie les exploitations petites et moyennes essentiellement familiales et qui produisent pour le marché local. C'est aux responsables de ces organisations que s'adresse le projet de formation au Maroc.

Peut-être veut-il faire allusion aux projets d'agriculture vivrière que FARM soutient pour aider des groupements paysans à accroître la production en réaction à la crise alimentaire. Mais là encore le reproche serait injuste. 22 agriculteurs qui se partagent 63 hectares irrigués au Burkina Faso, est-ce une grande ferme agroindustrielle? Au Mali, dans le village de Tongorongo, près de Mopti, 125 hectares qui étaient impropres à la culture, récupérés par 125 agriculteurs, est-ce de l'agroindustrie ?

FARM promeut une vision entrepreneuriale de l'agriculture. Ce n'est pas l'agro business que nous encourageons. Nous voulons aider les groupements paysans à vivre de leur travail, à maîtriser leur destin, à disposer de leur autonomie. Et oui, pour cela nous pensons que la formation à la gestion, l'accès au crédit et la maîtrise de la commercialisation peuvent y contribuer. Et nous pensons que donner à des paysans africains la possibilité de devenir des entrepreneurs, c'est-à-dire des chefs d'exploitations familiales, cela en vaut la peine.

Erik Orsenna a compris notre démarche et il contribue à lui donner son sens car il va voir les réalités sur le terrain et constate les faits sans a priori idéologique. Erik Orsenna sait raconter ses voyages. Qu'a voulu faire Erik Orsenna, se demande Thierry Ruf? Il a voulu écrire un livre qui se lise.

Cette démarche, Erik Orsenna l'a menée en sollicitant l'avis d'un nombre d'acteurs impressionnant, qui lui ont fourni et validé beaucoup d'informations que l'on retrouve dans son livre. Ces acteurs sont reconnus pour leurs expériences et compétences dans le domaine de l'eau, et sont issus de toutes les origines: Etats, structures publiques et privées, ONGs, chercheurs, agriculteurs, organisations internationales. FARM l'a appuyé à plusieurs reprises dans cette démarche, qui correspond à l'objectif de la fondation de travailler en partenariat élargi et qu'elle applique concrètement dans ses projets.

La vision de FARM est que les défis du développement de l'agriculture dans le monde nécessitent d'associer les moyens et les compétences dans une démarche pragmatique et ouverte, sans exclusion sur l'origine publique, privée ou associative des acteurs engagés.

Quelle chance exceptionnelle pour le monde en développement, le monde de la recherche, le monde de l'agriculture et celui de l'eau, les mondes qui nous sont chers à vous comme à moi, cher Thierry Ruf, de rencontrer un académicien qui les comprend, les aime et qui sait faire partager cette compréhension et cet amour au plus grand nombre.

*Le directeur de FARM,
Bernard BACHELIER*

Commentaires et précisions de Thierry Ruf par rapport au texte de Bernard Bachelier

A propos de la critique du livre d'Erik Orsenna, « l'avenir de l'eau », M. Bachelier écrit un texte de réponse sur le site web de la fondation FARM dont il est directeur. Il figure au côté de la réponse de Erik Orsenna. Ce texte ne m'est pas communiqué directement. Il met en cause mon travail critique et mon positionnement en tant que chercheur (Le site FARM n'indique pas comment accéder au texte initial pour apprécier le cadre des réponses).

Dans la mesure où M. Orsenna a emprunté, en tant qu'auteur et académicien, un grand nombre de références à la communauté scientifique française et internationale de l'eau, il n'est pas anormal de proposer au public une vision différente sur les sujets abordés, et de le proposer en tant que chercheur et enseignant – chercheur. Mon travail consiste à évaluer les faiblesses du livre selon des paramètres d'évaluation assez classiques : la forme, la méthode, le contenu, les idées, les conclusions. L'ouvrage de M. Orsenna n'est pas un roman, c'est un précis. Le lecteur doit être informé de ma position professionnelle comme il l'est de celle de M. Orsenna, de l'Académie française.

M. Bachelier affirme que j'ai pris de grandes libertés avec la rigueur scientifique et l'exactitude des faits. Nul n'est infallible et il peut arriver à tous de se tromper. Mais les remarques à ce sujet ne m'apparaissent pas de nature à porter de grands rectificatifs. Qualifier les fondateurs initiaux de la fondation FARM de multinationales n'est pas un scoop. Il n'y a pas de « diable » derrière une dénomination évidente, ou alors, toute recherche sur les entreprises multinationales serait diabolisée. De la même manière, l'agence française de développement joue

effectivement le rôle d'une petite banque mondiale, puisqu'elle prête de l'argent aux pays en développement sans prétendre disposer de la même capacité financière.

M. Bachelier indique que les PDG de ces entreprises agissent pour l'intérêt commun. Mon propos ne se situe évidemment pas au niveau des intentions des individus. Je constate simplement que la construction du livre, les choix des sites, les personnages rencontrés ont des liens étroits avec la FARM et que M. Orsenna n'explique pas la méthode qu'il a employée pour organiser sa quête d'information. Or, cette méthode est influencée par les contacts de la FARM avec les grands opérateurs de l'eau, que cela soit dans le domaine des entreprises que dans le domaine de la recherche.

M. Bachelier écrit que je ne vérifie pas mes sources et que Véolia et Carrefour ne sont pas fondateurs de la FARM. Evidemment, c'est une erreur importante. Il fait bien de relever que ni l'un ni l'autre des entreprises citées ne figurent au conseil d'administration actuel dont j'avais moi-même relevé la composition. Quand il y a erreur ou doute, un chercheur revient aux sources et donc à l'histoire telle qu'elle a été notifiée au cours de l'année 2004-2005 et telle qu'elle figure encore dans le site web du Crédit Agricole, une entreprise dont l'objectivité ne peut être mise en cause. On peut lire :

*« Lundi 6 décembre (2004), René Carron, Président de Crédit Agricole SA, lancera l'Association de préfiguration de la Fondation FARM. Cette rencontre inaugurale, qui se déroulera au Palais de l'Elysée sous le haut patronage du Président de la République, réunira les présidents de : Air France, Carrefour, Danone, EDF, Euris/Casino, Suez, Véolia, ainsi que l'Agence Française pour le Développement ».*²

L'AFP³ et Associated Press⁴ ont également relayé l'information. Mon erreur n'est donc pas d'avoir cité Carrefour et Véolia à l'origine de la création de la FARM. C'est d'avoir omis deux ou trois autres

² Sources : http://www.credit-agricole-sa.fr/rubrique.php3?id_rubrique=274&id_article=1125

Le communiqué de presse du Crédit agricole précise :

Ce projet part d'un constat : l'agriculture est une des bases essentielles du développement économique. Son essor réel n'est possible que dans un cadre organisé, qui ne peut se résumer à la simple libéralisation des échanges. Faire l'impasse sur l'agriculture, c'est accepter le déclin du tissu rural, le risque d'une urbanisation non maîtrisée, des déséquilibres graves, source de misère, de violence, de désastres écologiques.

Or, les politiques de développement, qui ont mobilisé crédits et expertises dans les années soixante, ont été peu à peu délaissées au profit d'une approche de dérégulation généralisée des échanges et des marchés. Sur ce point, la France, tout comme l'Union européenne, reste peu armée pour participer au débat d'idées.

La Fondation aura ainsi pour objectifs, ambitieux, de :

- *promouvoir des agricultures et des filières agricoles performantes et respectueuses des producteurs,*
- *contribuer à la mise en œuvre d'actions d'appui technique agricole et agro-alimentaire de haut niveau aux pays les plus pauvres,*
- *organiser et animer une réflexion sur les stratégies agricoles de développement dans ces mêmes pays.*

Pour cela, la Fondation lancera des études et mobilisera l'appui et l'expertise de ses membres. Par la suite, le groupe fondateur sera appelé à s'étendre et à se voir rejoint par « les amis de Farm », association d'entreprises et de personnes physiques qui prolongeront son action.

³ **L'AFP reproduit l'information :**

Le Crédit Agricole a annoncé vendredi le lancement lundi d'une Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM), pour apporter une aide dans le domaine agricole aux pays en développement.

René Carron, président de Crédit Agricole SA, lancera l'Association de préfiguration de la Fondation FARM lundi au Palais de l'Elysée, sous le haut patronage du président Jacques Chirac, indique un communiqué de la "banque verte".

La rencontre de lundi réunira les présidents d'Air France, de Carrefour, de Danone, d'EDF, d'Euris/Casino, de Suez, de Véolia, ainsi que de l'Agence Française pour le Développement, ajoute le communiqué du Crédit Agricole.

La Fondation aura pour objectif, selon le Crédit Agricole, de "promouvoir des agricultures et des filières agricoles performantes et respectueuses des producteurs, de contribuer à la mise en oeuvre d'actions d'appui technique agricole et agro-alimentaire de haut niveau aux pays les plus pauvres, d'organiser et animer une réflexion sur les stratégies agricoles de développement dans ces mêmes pays".

FARM, toujours selon le Crédit Agricole, "lancera des études et mobilisera l'appui et l'expertise de ses membres. Par la suite, le groupe fondateur sera appelé à s'étendre et à se voir rejoint par +les amis de FARM+, association d'entreprises et de personnes physiques qui prolongeront son action".

« multinationales » engagées. Certes, lors de la constitution du conseil d'administration, certaines entreprises ne figurent plus, mais les liens tissés sont très forts et elles comptent pour le moins comme « amis de Farm », structure annoncée dès la création de la fondation, mais dont le contenu reste inconnu du public. On retrouve les mêmes acteurs dans les dossiers concrets d'action de Farm dans le monde. Ainsi, dans le dossier du Business social de la fondation Grameen du Pr Yunus, l'action de la Farm, de Véolia, du crédit agricole et de Danone reflètent bien une coordination d'actions concertées. Il n'y a ni jugement de valeur sur l'action, ni parti pris sur les individus. Le réseau des fondations créées récemment révèle aussi ces rapprochements existants entre la FARM et Véolia. On retrouve le directeur de la FARM en compagnie de la directrice du développement durable de Véolia dans la fondation pour l'innovation politique, la Fondapol. Véolia-environnement et la FARM participent à la fondation Fondaterra (fondation européenne des territoires durables). Tous ces nouveaux organismes proposent des schémas « hors des sentiers battus » pour aider la recherche. Les citoyens doivent être informés sur ces organisations, les chercheurs aussi. Le financement de la recherche va probablement passer de plus en plus par ces fondations où de grandes entreprises exercent une influence notable. Faut-il s'en réjouir ou s'en inquiéter ?

Sur la question des modèles défendus, il est tout à fait juste que les intentions de FARM relèvent du soutien à la petite et moyenne exploitation agricole, à travers quelques opérations pilotes. Cependant, les principes retenus de *vision entrepreneuriale de l'agriculture pour une autonomie et une maîtrise du destin des paysans du Sud, dans le but de les transformer en chefs d'exploitations*, nous rappellent le discours idéologique de la jeunesse agricole chrétienne du début des années 1950 en France. Bien des scientifiques et en particulier des sociologues, comme Henri Mendras, ont analysé les conséquences des politiques agricoles qui ont poussé les paysans à l'exode. C'est dans ce sens que j'affirme que vos principes fondateurs vont pousser hors de l'agriculture un nombre significatif de ruraux du Sud, et favoriser l'émergence de grandes fermes industrielles. Le contexte du Sud s'y prête encore plus aujourd'hui, où les inégalités foncières sont extrêmes. Pour ce qui concerne l'hydraulique et les ressources en eau, le problème est encore plus grave. Les technologies de pompage et de goutte à goutte ne sont pas à la portée des plus faibles (sauf dans des opérations pilotes où tout est payé par le bailleur). Dans le cas général, les attributions de terres irriguées et de ressources en eau favorisent les grandes entreprises intégrées au marché mondial, bénéficiant des crédits financiers, des subventions d'équipement, des accès au marché. Lorsqu'en France, les jeunes ruraux ont compris avec leurs parents que l'agriculture ne pourrait plus les faire vivre, ils ont bénéficié de formation et pu se reconvertir dans l'emploi industriel. Peut-on croire aujourd'hui que ces options se présentent aux jeunes marocains dans les mêmes termes ? Parce que le développement des pays du Sud ne suit pas le modèle de l'Europe du Nord, de nombreux auteurs de livres et acteurs du développement solidaire pensent que les sociétés rurales pauvres du Sud ont besoin de réformes agraires et d'accès renouvelés et solidaires aux ressources. Je n'ai pas retrouvé ces analyses dans le livre d'Erik Orsenna et j'estime important de le signaler au public.

Peut-on croire que voir les réalités de terrain et constater les faits sous les principes énoncés par M. Bachelier est exempt d'à priori idéologique ? Peut-on croire *qu'écrire un livre qui se lise*, qui aspire à faire le tout d'une question aussi essentielle que l'eau, puisse être influencé que par un seul courant de pensée, sans refléter les différences de points de vue et sans prendre appui sur d'autres expériences de terrain et d'autres courants ? Peut-on accepter que dans une démocratie ouverte, l'expression d'une critique d'un intellectuel envers un autre intellectuel puisse être rangée sous l'angle de l'insulte, l'injure, la frustration, l'aigreur et même la morgue ?

Thierry Ruf

Montpellier, 25 février 2009

⁴ **Associated presse indique :**

PARIS (AP) - Jacques Chirac a mis en place, lundi 6 décembre 2004, l'association de préfiguration de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM), lors d'une réunion avec des chefs de grandes entreprises françaises, à l'Élysée.

Le chef de l'Etat avait proposé la création de cette fondation, le 13 juin 2003, devant le congrès des Jeunes agriculteurs afin de « promouvoir un modèle d'agriculture et de ruralité à la fois moderne et humain ». Le premier objet de la fondation sera de réfléchir à la position française sur les questions de développement agricole et des industries agro-alimentaires dans le monde, précise l'entourage présidentiel.

Sa deuxième mission sera de valoriser les initiatives publiques et privées en matière de développement agricole. La fondation soutiendra des actions dans le domaine hydraulique, d'électrification, de formation ou de micro-crédit, essentiellement en Afrique dans un premier temps.

Présidée par René Carron (Crédit Agricole), la Fondation, qui devrait être opérationnelle, en septembre 2005, après avoir reçu le feu vert du Conseil d'Etat, réunira dans un premier temps les groupes Suez, Véolia, Danone, Air France, EDF, Euris-Casino et Carrefour, ainsi que l'Agence française du développement (AFD). Elle disposera d'un capital de 7 à 10 millions d'euros, dont un million d'euros apporté par l'Etat.

Jacques Chirac s'est félicité de la création de ce « lieu de débats et d'initiatives pour que tous les acteurs concernés, et particulièrement les entreprises, participent à cette grande ambition : permettre à tous sur cette Terre de se nourrir convenablement ».